

LE MOYEN-ORIENT

2006 – 2010 :

**LE DÉFI PÉTROLIER
ET SES CONSÉQUENCES**

SOMMAIRE

	Page
CONSEIL AU LECTEUR	4
CITATIONS SUR LE PÉTROLE	5
INTRODUCTION	6
UNE PREMIÈRE MÉDIATIQUE EN France	8
LES RÉSERVES DE PÉTROLE ?	9
LA GUERRE D'IRAK, POURQUOI ?	11
PRODUCTIONS MONDIALES D'ÉNERGIE	12
LE PÉTROLE	13
LE CHARBON	17
LE GAZ	18
LE NUCLÉAIRE	19
LES SCÉNARIOS DE L'OCDE	20
LES NOUVEAUX BANQUIERS DU MONDE	21
LE PÉTROLE À QUEL PRIX ?	22
LE DÉTROT D'ORMUZ	25
SYNTHÈSE HISTORIQUE DU MOYEN-ORIENT	26
UTOPIE AMÉRICAINE	30

IRAK ET IRAN. LE CHIISME	33
QUE DISENT LES EXPERTS ?	35
LES ÉNERGIES DE SUBSTITUTION	42
LE PLATEAU ACCIDENTÉ	44
L'EFFET RÉTROVISEUR	45
PERSPECTIVES : QUE FAUT-IL PENSER ?	46
IRAN, IRAK, PALESTINE	48
UNE ARMÉE AMÉRICAINE FRAGILISÉE	50
BILAN DE LA GUERRE D'IRAK	51
TABLEAUX ET CARTES	52
INTERVIEW DU PDG DE TOTAL	61

CONSEIL AU LECTEUR

Rechercher les vrais chiffres concernant l'énergie, avec ses conséquences économiques et géopolitiques, ne doit pas être considéré comme une marque de pessimisme, mais au contraire comme un stimulant qui permettrait de préparer l'avenir.

Après la première crise énergétique de 1975, La France avait su relever le défi avec la construction de ses centrales nucléaires. Aujourd'hui, la question pétrolière revient au premier plan de l'actualité, alors que la « communication » tant politique que médiatique vise à occulter la réalité d'un problème qui s'envenime, jour après jour.

Les USA sont-ils décidés à lancer une campagne militaire contre l'Iran pour ses programmes nucléaires ? Face aux menaces de la Maison-Blanche, la Russie met en garde avec une déclaration du général Iouri Balouïewsky :

« Nous ne sommes ni d'un côté ni de l'autre. A mon avis, une solution militaire serait une erreur politique et militaire ».

Tony Blair tente un compromis :

« Il faut un message de clarté et d'unité, mais pas question d'invasion militaire ».

Notre dossier s'essaye, avec les éléments dont l'IRIESS dispose, à présenter une analyse aussi objective que possible de la situation énergétique mondiale et ses conséquences géopolitiques. .

Dans les raisons de rester confiant, nous retiendrons une citation de Gramsci :

« Le pessimisme de la connaissance, n'empêche pas l'optimisme de la volonté ».

C'est notre souhait.

LE PETROLE

SANG DES CIVILISATIONS MODERNES, DÉFI DU XXIème SIÈCLE,

DÉJÀ 80 ANS DE CONFLITS : guerre de 1914-1918 et le traité de Sèvres, guerre de 1939-45, guerre du Koweït (1991), guerre d'Irak (2003).

- Le président Georges Bush :

« Les trois récessions connues furent liées à un choc énergétique et je ferais de la sécurité énergétique, une priorité de politique étrangère ».

- Le président Poutine :

« Il est prêt à tous les coups de force pour s'imposer comme le nouveau tsar de l'énergie mondiale » (C. M. Vadrot, Journal du Dimanche, 8/01/06).

- Le vice-président Dick Cheney :

« Le mode de vie américain n'est pas négociable ».

- Le journal Le Monde :

« Le choc sans retour. Un prix ridiculement bas pendant un siècle ».

- Donald Rumsfeld, chef du Pentagone :

« Arriverons-nous à capturer, tuer, et dissuader plus de terroristes chaque jour que les écoles coraniques et les religieux radicaux en recrutent, en entraînent et en envoient contre nous ? »

- Général Wesley Clark :

« La stratégie de l'administration Bush alimente ce qui s'apparente à un choc de civilisation »

- Henry Kissinger :

« La compétition pour l'accès à l'énergie pourrait devenir source de vie et de mort pour beaucoup de sociétés ».

Introduction

L'analyse géopolitique s'effectue toujours à partir de quatre concepts : l'histoire, la géographie, l'économie et la stratégie, (politique ou militaire selon les circonstances).

Le pétrole, depuis un siècle, représente un exemple, peut-être unique, d'une géopolitique qui bascule sans cesse entre ces quatre pôles et les rassemble dans les moments de crise, jusqu'à ce qu'ils se concluent, par des conflits et des luttes d'influence qui dégénèrent régulièrement en guerres locales, régionales ou mondiales.

Pourquoi une telle réceptivité ? Parce que le pétrole représente pour l'humanité l'énergie d'exception qui lui a permis, durant le XX^{ème} siècle, d'assurer à une minorité, un développement scientifique et matériel exceptionnel.

Malheureusement, cette manne providentielle présente des contreparties :

- 1- Elle a permis à l'humanité de voir sa population se multiplier par quatre en un siècle, alors que les niveaux de vie se situent de un à cent selon les régions.
- 2- Elle a été trop gaspillée, en étant vendue à un prix artificiellement bas, pour une ressource fossile limitée.
- 3- Elle est située, pour l'essentiel, dans une région politiquement instable, le Moyen-Orient.

L'importance politique et stratégique du pétrole et du gaz est si dominante que l'information concernant l'énergie est constamment manipulée et occultée par les grandes puissances, pour tenter de faire pression sur les pays producteurs, afin maintenir les coûts à un niveau qui favorise la croissance mondiale.

Paradoxe pour un produit majeur, le pétrole n'obéissait pas jusqu'à présent à la loi de l'offre et de la demande : les consommateurs font la loi depuis cent ans et occultent sciemment la réalité des réserves pétrolières, forcément limitées, pour imposer un prix du baril facilitant la consommation de masse. L'OPEP était influençable, la Russie, désormais premier producteur mondial, le sera beaucoup moins. Wladimir Poutine, lorsqu'il a reçu, début janvier 2006, le Cheikh Ahmed Al Fath Al Sabah, son président, ce n'était certainement pas pour préparer une baisse du baril, mais pour proposer une entente sur des cours élevés.

Jusqu'à présent, le baril à 60 dollars n'a eu d'effets négatifs ni sur la croissance mondiale ni sur l'inflation, grâce à la mondialisation qui a permis à la Chine et à l'Inde d'inonder les pays développés de produits industriels à bas prix. Le PIB de Pékin est

déjà nominalement supérieur à celui de la Grande-Bretagne et de la France et il dépasse peut-être, en parité de pouvoir d'achat, celui du Japon.

Comme toute création de PIB exige une consommation d'énergie, les contreparties de cette émergence foudroyante de l'Empire du Milieu se retrouvent sous forme de nouveaux besoins énergétiques, avec deux conséquences négatives pour les pays développés : désindustrialisation de l'Europe et endettement massif des Etats-Unis.

Les premiers banquiers du monde se situent désormais au Moyen-Orient et en Asie.

Une première médiatique en France : Le journal Le Monde parle du « peak oil »

Définition du Peak oil : point culminant et date à partir de laquelle la consommation de pétrole deviendra supérieure aux nouvelles découvertes de gisements. A partir de ce moment, le monde ne vivra plus que sur les stocks répertoriés de pétrole.

Plusieurs dates sont avancées par Le Monde pour ce peak oil :

2008 ?

2013 ?

2037 ?

Une certitude : dans trois, huit ou quinze ans, le déclin du pétrole deviendra irréversible et nous entrerons peut-être dans l'ère de la « *Longue catastrophe* » décrite par l'américain James Howard Kunstler dans son ouvrage : « *La fin du pétrole, le vrai défi du XXIème siècle* ».

Pour Kunstler, le XXème siècle s'est gorgé d'une énergie fossile paraissant inépuisable, pour stimuler son expansion et la prospérité des pays développés.

De son côté, le journal Le Monde fait remarquer, dans son supplément de novembre 2005, que ce gaspillage d'une ressource limitée s'est effectué avec « *un prix ridiculement bas pendant un siècle* ».

Déjà, en 2005, avec un pétrole à 60 \$ le baril, plus de 650 milliards de dollars partiront vers les pays producteurs qui sont en passe de devenir, pour certains, les banquiers de la planète.

En France, la facture pétrolière creuse le déficit commercial : sans l'Euro et les excédents allemands, comment paierions-nous ?

Même la Grande-Bretagne est devenue importatrice de pétrole cette année : depuis 1999, la production a diminué de 30 %. Elle est maintenant de 2 millions de barils jours et tombera à 1,2 million.

Les réserves de pétrole : que croire, qui croire ?

A une époque où trop souvent la communication occulte l'information, le pétrole conjugue toutes les dérives de la géopolitique depuis trois quarts de siècle. Et cela pour une raison simple : depuis la première guerre mondiale la croissance, pour ne pas dire l'existence de la civilisation industrielle est basée sur ce produit mythique qu'est l'or noir. Avec une différence avec l'or blanc : il n'est pas un produit de vénération, mais le sang même de notre existence matérielle. Sans lui, pas de transport, pas d'agriculture, pas de chimie, pas de chauffage, etc... Sur le papier, il ne représente que 2 à 3 % du PIB, mais en l'absence de pétrole, nos civilisations évoluées ne pourraient plus fonctionner.

Depuis des décennies les dirigeants avertis des réalités géopolitiques pratiquent une règle intangible : « *Y penser toujours, n'en parler jamais* ». Qui oserait rappeler par exemple l'Histoire du Moyen-Orient ?

En 1920, les vainqueurs de la guerre de 1914-1918 décident de démanteler l'empire ottoman : l'Angleterre administrera l'Irak et les Emirats, les USA auront les mains libres en Arabie Saoudite, pendant que le coq gaulois usera ses pattes sur l'aridité des montagnes syriennes et libanaises.

En 1945, au retour de la conférence de Yalta qui a décidé du sort de l'Allemagne et du Japon, Roosevelt s'arrête en Arabie saoudite pour conclure avec le roi Fayçal un traité d'alliance sans ambiguïté. Il accorde la protection américaine en échange des champs de pétrole confiés à la société ARAMCO. Nom combien symbolique : AR comme Arabie, AM comme Amérique.

Puisque nous évoquons la dernière guerre, rappelons deux faits :

- trois semaines avant Pearl Harbor, le président américain avait décrété l'embargo sur les importations de pétrole vers le Japon ;
- en envahissant la Russie, Hitler a privilégié la conquête du Caucase (et de son pétrole), avant la prise de Moscou.

Plus proche de nous, la première guerre d'Irak en 1991, suite à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, visait d'abord, au niveau géopolitique, à maintenir le découpage des champs de pétrole en petites unités politiques contrôlables. Quant à la seconde campagne de 2003, elle a pour objectif premier d'occuper le centre géographique des réserves mondiales.

Ne portons pas un jugement d'éthique sur la géopolitique américaine, car jamais, dans l'Histoire, les ambitions des peuples n'ont recherché la morale comme objectif premier : elle reste, depuis toujours, un paravent aux ambitions nationales.

Au Moyen-Orient, le découpage de la région s'est effectué en 1920 (traité de Lausanne), sans que jamais les populations concernées n'aient été consultées.

Qui s'en soucie, qui le rappelle ?

Cette constance dans l'action géopolitique, de la part des pays développés, pour maîtriser l'or noir, vise, depuis des décennies, à obtenir une ressource considérée comme illimitée et devant être bon marché. Pour les USA, premier consommateur, avec 25 % de la production mondiale, c'est une des conditions de leur croissance et, pour les autres pays, à commencer par la France, c'est un pactole fiscal essentiel aux finances publiques.

Georges Bush déclarait en 2003 que « *les trois récessions connues furent liées à un choc énergétique et je ferais de la sécurité énergétique une priorité de politique étrangère* ». A Paris, le budget, qui a institué une TIPP représentant plus de deux fois le prix de revient de chaque litre, (à laquelle s'ajoute la TVA) ne peut agir sur le prix à la pompe qu'à la marge, car les finances publiques sont étranglées par la conjugaison de plusieurs contraintes : un niveau de prélèvement trop élevé, un déficit chronique qui alourdit la dette, un taux de chômage difficilement maintenu en dessous de 10 %, une balance commerciale lourdement déficitaire.

Le pétrole à 70 \$ le baril constitue-t-il un accident ou un palier vers de nouveaux sommets ? Il est clair que se pose désormais la question des réserves disponibles et de leur durée. Le journal Le Monde posait la question lancinante du déclin inévitable du pétrole. Quelle date retenir écrivait le Quotidien : 2008, 2013 ou 2037 ?

La difficulté pour répondre à cette question majeure réside dans le secret volontairement entretenu sur le montant des réserves : les compagnies pétrolières, les pays producteurs et les pays consommateurs, à commencer par les USA, sont prêts à dépenser des milliards de dollars pour « communiquer » dans un sens qui correspond à leurs intérêts.

Demander la vérité au pouvoir politique est-il possible, et pour quel résultat ? L'IRIESS continue d'enquêter pour rendre à chacun le droit de savoir : le chemin sera hérissé d'obstacles.

La guerre d'Irak, pourquoi ?

Les attentats dramatiques de septembre 2001 qui ont endeuillé Manhattan et la guerre larvée en Palestine ont obligé Washington à lancer une guerre contre l'Afghanistan des Talibans. La lutte contre le terrorisme se révèle certes indispensable, mais il ne faut pas oublier le rôle stratégique du Moyen-Orient qui fournit des approvisionnements pétroliers vitaux pour l'économie occidentale. Les responsables politiques le savent, mais n'osent pas troubler une opinion déjà inquiète, alors que la croissance repose d'abord sur la confiance. Le consommateur citoyen a la mémoire courte et le choc pétrolier de 1973 appartiendrait à l'Histoire.

Les économistes officiels veulent effacer au plus vite les drames de l'actualité pour revenir à une croissance paisible pour les années à venir, mais sans prendre en compte la fragilité de leurs hypothèses qui reposent sur le dogme d'un pétrole abondant et bon marché. Les gouvernants, qui devraient informer l'opinion sur les risques d'une économie aussi dépendante, occultent la question, alors que le problème énergétique dominera la géopolitique de ces vingt prochaines années.

On devrait d'abord se rappeler la cause première de Pearl Harbor : en 1941 le Japon se sentait acculé à une guerre avec les USA, parce que Roosevelt avait institué un blocus pétrolier à son égard.

Faut-il aussi rappeler que l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 a entraîné une mobilisation sans précédent en vue de défendre une source d'approvisionnement vitale pour l'Occident. Toute création de PIB implique en effet une augmentation de consommation énergétique : il faut 400 Kg d'équivalent charbon pour produire 1 000 dollars de PIB aux USA et 200 Kg en Europe. Il est vrai que nous sommes deux fois plus économes que les Américains, mais le problème ne change pas de nature pour autant. Contrairement à ce que proclament certains milieux écologiques, notre consommation d'énergie augmentera de 0,5 % par an en Europe et de 1,3 % aux Etats-Unis durant les vingt ans à venir. Est ce techniquement possible et quelles seront les conséquences de cette boulimie tant sur des réserves fossiles en voie d'épuisement rapide que sur l'évolution des prix ?

Voyons d'abord les données du problème pour comprendre les motivations américaines concernant l'Irak en particulier et le Moyen-Orient en général.

PRODUCTIONS MONDIALES D'ÉNERGIE,

(en milliards de TEP), VENTILÉES PAR SOURCE
(TEP : Tonne Equivalent Pétrole)

Charbon :	2,2 Mds de TEP	25 ,6 % du total
Pétrole :	3,5 Mds de TEP	40,7 %
Gaz :	2 Mds de TEP	23,2 %
Hydroélectricité :	0,2 Md de TEP	2,3 %
Nucléaire :	0,6 Md de TEP	7 %

Total mondial : 8,6 Milliards de TEP

L'hydroélectricité et le nucléaire ne représentent que 9 % de la production mondiale d'énergie et le pétrole 40 %.

Ces chiffres rappellent des évidences souvent occultées : pétrole et gaz représentent presque les 2/3 de l'énergie mondiale consommée annuellement.

Le nucléaire si décrié, ne compte que pour 7 %.

Quant aux énergies renouvelables, seule l'hydroélectricité peut être comptabilisée... avec un modeste 2,3 %.

LE PETROLE

**Tableau II : Réserves de pétrole 2000 et 1978 en milliards de tonnes (MT),
et durée de production de chaque continent**

	2000	1978	Durée de production
Afrique :	10,2 MT)	(8 MT)	28 ans
Amérique Nord :	3,5 MT	(4,8 MT)	9 ans
Amérique Sud :	16 MT	(5,5 MT)	35 ans
Moyen-Orient :	92 MT (1)	(50 MT)	83 ans
Extrême-Orient :	6 MT	6 MT)	16 ans
Europe Occid. :	2,5 MT	(3,1 MT)	8 ans
Europe Orient.:	8 MT	(10 MT)	22 ans

(1) Arabie saoudite 35 MT; Irak 15 MT ; Emirats 13 MT ; Koweït 13 MT ; Iran 12 MT ; Qatar 1,7 MT ; Oman 0,7 MT.

L'Irak dispose des deuxièmes réserves mondiales de pétrole.

Total réserves : 138 MT (88 MT) 40 ans

- Les réserves mondiales ont augmenté de 50 % en 20 ans, grâce au Moyen-Orient et à l'Amérique du Sud. Par contre les réserves d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale diminuent régulièrement : en 2010 elles seront épuisées.

- En 2020, les réserves de l'Europe Orientale seront à leur tour épuisées.

- En 2040, seules subsisteront les réserves du Moyen-Orient. Celles de l'Arabie saoudite représentent à l'heure actuelle 10 fois celles des USA, celles de l'Irak 5 fois, celles du Koweït 4 fois.

Quelles que soient les pressions exercées sur les pays producteurs, une crise est probable avant 2010, date à laquelle le Moyen-Orient sera devenu un producteur quasi exclusif.

Tableau III : Consommation mondiale de pétrole en millions de tonnes (mt)

	2000
Afrique :	115 millions de tonnes (mt)
Amérique latine :	300 mt
USA :	882 mt
Canada :	83 mt
Asie :	928 mt
Dont Japon :	260 mt
Dont Chine :	200 mt
Europe :	755 mt
Ex URSS :	182 mt
TOTAL :	3,5 Milliards de tonnes

Tableau IV : Perspectives mondiales de consommation de pétrole, en milliards de tonnes (MT)

2000 :	3,5 MT
2010 :	4,7 MT
2020 :	5,5 MT

Quelles sont les conditions nécessaires à cette consommation de pétrole qui augmentera d'un milliard de tonnes d'ici 2010 et de deux milliards de tonnes d'ici 2020 ?

- Un doublement de la production des cinq pays du Golfe persique sur 20 ans, soit 5 % d'augmentation par an.**
- Une production de source non identifiée de 865 millions de tonnes.**

Tableau V : Productions comparées de pétrole entre 2004 et 1978 en millions de tonnes, (mt).

	2004	1978
Afrique :	441 millions de tonnes (mt)	300 mt)
Amérique du Nord :	447 mt	(550 mt)
Amérique du Sud :	485 mt	(250 mt)
Moyen-Orient :	1.200 mt	(1. 000 mt))
Extrême-Orient :	380 mt	(240 mt)
Europe occidentale :	282 mt	(90 mt)
Europe orientale .:	542 mt	(600 mt)
Total mondial :	3,8 Milliards de tonnes (MT)	3 MT

Depuis 1978, les productions des différents continents sont toutes en hausse, sauf celle de l'Amérique du Nord qui a baissé de 75 millions de tonnes.

Evolution des consommations de pétrole Chine et USA

(en millions de tonnes, mt)

	1985	2004
Chine :	90 mt	290 mt
USA :	720 mt	940 mt
(Reste du monde :	885 mt	1 500 mt)

Consommation des produits pétroliers de la France en 2004

(en millions de tonnes , mt)

Gazole :	30,8 mt
Fioul domestique :	16 mt
Carburant auto :	11,7 mt
Pétrochimie :	7,2 mt
Fiouls lourds :	3 mt
Carburéacteurs :	6,1 mt
Gaz (GPL) :	2,9 mt
Autres produits :	6,5 mt

TOTAL : **87 mt**

(111 mt en 1975 et 75 mt en 1985)

TIPP perçue en 2004 : 24,7 milliards d'Euro (Mds).

Il est regrettable que montant de cette taxe (TIPP), (à laquelle s'ajoute la TVA), n'ait pas été mise en réserve pour préparer l'avenir.

LE CHARBON

Tableau VI : Production mondiale de charbon en millions de tonnes (mt)

Afrique :	215 millions de tonnes (mt)
Amérique du Nord :	920 mt
Amérique du Sud :	40 mt
Asie :	2 000 mt
Europe :	280 mt
TOTAL :	3,7 Milliards de tonnes, (MT) soit 2,1 Milliards de TEP

Tableau VII : Les réserves de charbon restent très importantes :

USA :	240 MT
Russie :	160 MT
Chine :	115 MT
Inde :	90 MT
Australie :	80 MT
AFR. SUD :	50 MT
AMER. SUD :	21 MT
Total :	900 Milliards de TEP (MT).

LE GAZ

Tableau VIII : les productions en milliards de m3 (Mill. M3)

Afrique :	152 Mill. M3 (Algérie 82, Egypte 33, Nigéria 20).
Amérique :	878 Mill. M3 (USA 540, Canada 182, Mexique 37, Venezuela 24)
Europe :	1 121 Mill. M3 (GB 96, Norvège 80, Pays Bas 80)
Asie, Océanie :	1 400 Mill. M3 (Arabie 64, Iran 85, Indonésie 73, Russie 633, Chine 39, Pakistan 30, Qatar 40, Turkménistan 59, Ukraine 20, Kazakhstan 20, Malaisie 62, Thaïlande 22, Ukraine 20, Australie 24).
Total :	2 770 Milliards de m3

Tableau IX : les réserves en milliards de m3 (Mill. M3)

Afrique :	13 850 Mill. M3 (Algérie 4 500, Angola 370, Egypte 1 750, Libye 1 300, Nigéria 5 000)
Amériques :	15 000 Mill. M3 (Argentine 600, Bolivie 800, Brésil 450, Canada 1 700, Mexique 400, Pérou 250, USA 5 300, Venezuela 4 200).
Europe :	63 000 Mill. M3 (Norvège 3 200, Pays Bas 1 700, GB 950, Italie 200, Roumanie 300, Russie 47 000).
Asie :	84 000 Mill. M3. (Abou Dabi 5 000, Arabie 6 600, Chine 1 800, Indonésie 3 800, Irak 3 200, Iran 26 000, Malaisie 2 500, Oman 1 000, Pakistan 800, Qatar 26 000, Thaïlande 400, Yemen 500).
Océanie :	4 500 Mill.M3. (Australie 4 000).
Total :	180 000 Milliards de m3.

La bataille autour du gisement de Shtokman, à 550 km de Mourmansk et ses

3 700 milliards de M3, (plus grand gisement de la planète), qui sera exploité à partir de 2012. Elle est engagée entre Chevron et Nord Hysdro (Norvégien).

Ce gaz liquéfié, sera transporté par méthanier aux USA.

Le gaz représente 13 % des exportations russes et 14 % de ses recettes fiscales.

Les scénarios de l'OCDE concernant le pétrole : intoxication ou erreur d'analyse ?

(Réf : étude OCDE 2004).

Dans ses perspectives économiques de décembre 2004, l'OCDE consacre un chapitre entier au pétrole avec pour intitulé :

« Evolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques ».

La conclusion de cette longue étude laisse pantois

« Sur la base des taux de croissance potentielle, inscrits dans le scénario de référence à moyen terme de l'OCDE pour la période allant jusqu'à 2010, le scénario de base fait apparaître une hausse de prix réel du pétrole de 27,4 dollars le baril en 2003 à 35 dollars à la fin de la période examinée (2030) ».

Cette affirmation est démontrée (sic) par un graphique intitulé :

« Une crise des approvisionnements pétroliers pourrait déclencher une forte hausse de prix ».

Ce graphique prévoit un baril à 50 \$ le baril en 2005 retombant à 35 \$ en 2006, pour monter lentement à 45 \$ en 2030 !

Les nouveaux banquiers du monde

Jusqu'en 2004, la Chine avec sa croissance dépassant les 10 % et sa balance commerciale qui dégagait un excédent dépassant 40 milliards de dollars était en passe de devenir le banquier de la planète. Le pétrole à 60 \$ le baril est en passe de modifier la donne : le Figaro (7/10/05), annonce que 650 milliards de dollars, provenant pour l'essentiel des pays producteurs de pétrole en 2005 vont « *secouer la finance mondiale* ». « *Comment vont-ils allouer leur richesse supplémentaire* » ?

Les nouveaux banquiers de la planète assurent en particulier les fins de mois d'une Amérique qui vit de plus en plus à crédit : le déficit de la balance commerciale atteint 600 milliards d'euro en 2005.

Revenus pétroliers des pays exportateurs (en milliards de \$, Mds \$)

(source : Energie Information Administration)

	2002	2005
Arabie Saoudite	63,7 Mds \$	150,3 Mds \$
Iran	23 Mds \$	46,6 Mds \$
Emirats	16,6 Mds \$	45,6 Mds \$
Koweït	14,1 Mds \$	39 Mds\$

L'ensemble des avoirs détenus à l'Ouest par les pays du Moyen-Orient se monterait à 1 000 milliards de dollars, selon Business Week.

Ces fonds prennent désormais des voies impénétrables , via Londres ou les îles Caraïbes. Officiellement l'Opep ne détient que 3% des bons du Trésor américain : en pratique, ils en possèdent 10 fois plus !

Les majors du pétrole : Chiffres en milliards de dollars (Mds \$). (2004)

BP (GB) : 285 Mds \$; Exxon (USA) : 270 Mds \$: Royal Dutch (Pays Bas) : 268 Mds \$; Total (Fr) : 152 Mds \$; Chevron (USA) : 147 Mds \$; Conoco (USA) : 121 Mds \$; Sinopec (Chine) : 75 mds \$; Eni (Italie) : 74 Mds \$.

Nouveaux chiffres 2006 de la capitalisation boursière des majors, (en Milliards de \$) : Exxon 375, British Petroleum 245, GazProm 226 Royal Dutch 223, Petrochina 195, Total 165.

Le pétrole à quel prix ? et pourquoi l'Irak présente-il une telle importance pour les USA ?

Le consommateur oublie trop souvent que le baril équivaut à 159 litres. Lorsque ce baril est vendu 30 dollars par les pays producteurs aux pays consommateurs, le litre de pétrole brut est donc acheté à environ 0,25 Euro aux compagnies pétrolières. Il est revendu ensuite 0,35 Euro aux automobilistes américains et 1 Euro aux consommateurs français, soit 5 fois son prix d'achat. Par le biais de la TIPP et de la TVA, l'essentiel du bénéfice, (0,80 Euro par litre), revient ainsi à l'Etat et non aux pays producteurs ou aux compagnies pétrolières qui doivent se contenter d'une marge de quelques centimes.

A quels niveaux se situent les volumes de pétrole et les masses financières ?

La France importe 90 millions de tonnes qui représentent 540 millions de barils pour un montant d'importation de 16 milliards de dollars. En un an l'addition pour les Français double par rapport à un baril à 15 dollars et triple avec un baril à 50 \$. La dépense pétrolière supplémentaire s'élève de 10 milliards à 20 milliards d'Euro, soit un à deux points de PIB. Notre balance commerciale, de son côté, se trouve amputée de ces mêmes milliards d'Euro, ce qui implique d'exporter pour un montant équivalent de marchandises. Quant à la part prélevée par l'Etat, elle s'élève à 40 milliards d'Euro (250 milliards francs).

Le système économique occidental est donc irrigué par un pétrole vital pour son fonctionnement et sa croissance. Par ailleurs, ce pétrole représente une manne fiscale indispensable aux Etats européens prenant prétexte des économies d'énergie et de la lutte contre la pollution pour s'approprier des marges qui seraient considérées comme usuraires pour les autres secteurs économiques.

Que se passe-t-il avec un baril valant 70 dollars, (0,4 \$ le litre payé au producteur et 40 milliards d'Euro en coût d'importation pour la France), et, pire, avec un baril à 90 dollars ? Comment sera alors payée l'addition ? Compte tenu du niveau des réserves mondiales, de leur répartition et de l'augmentation de la consommation mondiale, le baril à 60 dollars est atteint en 2005 et le baril à 90 dollars (minimum) est prévisible à l'horizon 2010.

Rappelons en effet, qu'entre 2005 et 2010, les réserves occidentales et nord-américaines seront pratiquement épuisées, ce qui implique un doublement de la production du Moyen-Orient. Les projections faites sur de nouvelles découvertes restent théoriques et la vérité sur les réserves réelles reste masquée, car les Majors veulent

maintenir la pression sur les producteurs, tant que cela reste possible : au risque d'une crise majeure, si la pénurie s'installe brusquement.

Que faire pour limiter l'impact d'un choc pétrolier inévitable ? Un baril à 70 dollars est possible si la consommation se réduit de 30 %, avec priorité aux économies d'énergie et production massive d'énergie nucléaire. L'opinion voudra t-elle admettre cette inévitable évolution ?

Les conséquences financières d'un monopole pétrolier du Golfe persique, dans les 20 ans à venir, seront de toute façon considérables et les USA sont prêts à tout faire pour s'assurer un baril à bas prix. Saddam Hussein avait certes une mauvaise image de marque, mais aurait-il été un démocrate modèle que la politique américaine serait restée la même.

En 2000, avec un baril à 30 \$, le Golfe persique, (avec sa production de un Milliard de tonnes), a reçu 210 milliards de \$. Le baril 2005 à 60 \$ n'était pas prévu.

En 2010, avec un baril revenant à 30 \$, le Golfe persique, (avec une production prévue de 2 Milliards de tonnes), recevrait 420 milliards \$. Avec un baril à 60 \$, le flux financier vers le Moyen-Orient s'élèverait à 810 milliards de \$ par an : en quelques années, les monarchies du Golfe Persique deviennent les premiers banquiers du monde.

Bien entendu, il s'agit de fourchettes et d'estimations, mais les conséquences économiques et financières de la dépendance occidentale, face à un pétrole devenant une denrée à la fois rare et située dans une zone à haut risque géopolitique, se feront de plus en plus sentir : le pétrole ne peut échapper indéfiniment à la loi de l'offre et la demande. L'aveuglement est-il général ? Une déclaration de George W. Bush semble montrer que les USA semblent conscients de la gravité du problème et le président américain ne cache ni son analyse ni la détermination de sa future politique :

« Les trois récessions connues furent liées à un choc énergétique... et il (Bush) fera de la sécurité énergétique une priorité de sa politique étrangère ».

« Augmenter l'offre d'énergie, maintenir un prix bas, affirmer le lien entre croissance économique et croissance de la consommation énergétique ».

Tel est le credo clairement affirmé par la Maison-Blanche et qui explique pour une grande part la campagne contre l'Irak : lever un des obstacles à l'occupation des réserves du Moyen-Orient. Les objectifs politiques d'Israël rejoignent ainsi les objectifs géostratégiques des USA.

Rappelons une fois encore que la consommation américaine d'énergie s'élève à 2,4 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP), qu'elle représente 25 % de la consommation mondiale et qu'elle s'accroît de 1,3 % par an. Bush récuse le protocole de

Kyoto sur la réduction de la pollution et lance un avertissement aux pays producteurs du Moyen-Orient : il leur est rappelé la nécessité de maintenir un prix du baril « modéré » en échange de la « protection américaine ». « *Ego nominor leo* ». Le terme, « prix modéré », sous-entend que l'OPEP et le Golfe persique en particulier doivent maintenir le prix de 30 \$ le baril, prix dérisoire pour une ressource rare, mais qui assure la suprématie du capitalisme américain, et permet aux autres pays (l'Europe en particulier), de remplir les caisses d'Etats toujours à la recherche de recettes faciles.

La Russie et la Chine connaissent la réalité des motivations américaines et les pays arabes constatent la partialité des USA vis-à-vis d'Israël : l'engrenage d'une guerre comporte de ce fait des risques d'extension considérables. L'Europe doit faire comprendre à son allié américain qu'il est possible de vivre avec une consommation deux fois moindre et qu'une fuite en avant ne peut qu'amplifier les risques de conflit. La dernière déclaration du président Bush faisant de l'autonomie énergétique des USA une priorité stratégique semble démontrer une prise de conscience des nouvelles données géopolitiques : « le pétrole finira par se raréfier et il faut s'abstraire des importations du Moyen-Orient ».

Déclaration du président Bush :

« Les trois récessions connues furent liées à un choc énergétique et je ferais de la sécurité énergétique une priorité de ma politique étrangère »

...« Augmenter l'offre d'énergie, maintenir un prix bas, affirmer le lien entre croissance économique et croissance de la consommation énergétique »

« Il faut lancer un plan Manhattan bis, pour assurer au pays son indépendance énergétique ».

Détroit d'Ormuz

Un milliard de tonnes de pétrole est exporté actuellement du Golfe persique, ce qui implique, chaque jour, le passage par le détroit d'Ormuz de plus d'un million de tonnes transportées par une quarantaine de supertankers.

(Ce trafic devrait être doublé dans les dix ans à venir).

Source : La Tribune du 8 octobre (Xavier Harel)

SYNTHESE HISTORIQUE DU MOYEN ORIENT

Le traité de Sèvres (1920) démantèle l'empire ottoman.

ARABIE SAOUDITE (Monarchie islamique, aucun parti politique)

1932 : création du royaume.

1945 : rencontre Ibn Saoud - Roosevelt. Monopole de l'exploitation pétrolière accordé aux USA.

JORDANIE (Monarchie islamique avec Chambre et Sénat)

1920 : création du royaume sous mandat britannique.

1946 : fin du mandat britannique. Proclamation de l'indépendance.

IRAK (Pouvoir autoritaire avec une Assemblée nationale)

1920 : mandat britannique.

1932 : proclamation de l'indépendance du royaume avec Fayçal II.

1958 : Fayçal est assassiné, proclamation de la République.

KOWEÏT (Emirat avec une assemblée de 75 membres dont 25 nommés)

1899 : traité signé avec la Grande Bretagne, (semi protectorat).

1934 : concession pétrolière accordé à une société anglo-américaine.

1961 : le Koweït devient indépendant.

EMIRATS ARABES UNIS (Fédération de sept monarchies absolues)

1892 : accords de tutelle avec la Grande Bretagne.

1971 : déclarations d'indépendance.

QATAR (Emirat héréditaire détenteur du pouvoir)

1916 : protectorat britannique.

1971 : déclaration d'indépendance.

OMAN (Emirat détenteur du pouvoir)

1890 : Zanzibar devient protectorat britannique.

1958 : indépendance progressive.

L'analyse d'un inspecteur des Nations Unies (1)

Selon Scott Ritter, ancien inspecteur de l'ONU en Irak, 90 à 95 % des armes de destruction massive avaient été détruits ou neutralisées. Les 5 à 10 % restant ne constituaient plus une menace : *« ce sont des éléments épars qui au total ne représentent même pas un programme d'armement »*.

Quelle sera la réaction dans la région en cas d'offensive américaine ?

« Nous allons en arriver au choc des cultures qu'appelait de ses vœux Oussama Ben Laden et les USA s'apprêtent à mener une guerre entre l'Occident et l'Islam. Et nous ne la gagnerons pas. On joue avec le feu et si le Moyen-Orient explose, l'arme nucléaire pourrait bien alors être utilisée et ce serait alors l'apocalypse ».

(1) « Guerre à l'Irak. Ce que l'équipe Bush ne dit pas ». Editions le Serpent à plumes.

Le véritable enjeu : la bataille pour les gisements de pétrole

« Sans aucun doute, l'Irak pourrait devenir l'eldorado des multinationales pétrolières » déclare Olivier Appert, directeur de l'AIE (Agence internationale pour l'énergie). La France, la Russie et la Chine ont déjà signé des contrats avec Bagdad, mais ils sont considérés comme des chiffons de papier tant par l'opposition irakienne que par Washington déclarant que seuls les pays alliés aux USA pourront coopérer... avec les pétroliers américains !

« Pour rester compétitive, aucune des cinq multinationales (américaines) ne pourrait se permettre d'être tenue à l'écart de l'Irak, si les autres y allaient ».

La vérité est maintenant connue : les USA veulent contrôler par tous les moyens le pétrole du Golfe persique, alors que l'Europe voudrait mettre à cette tutelle un minimum de formes. Quant aux peuples arabes concernés, personne ne songe à leur demander leur avis. Pour le monde occidental, qui a créé, (il y a 80 ans) des Etats artificiels pourvus de régimes féodaux, pour mieux assurer sa suprématie, les règles de la démocratie s'arrêtent aux frontières du pétrole.

Une telle politique peut-elle se perpétuer ? La réponse est évidemment : non. Les frustrations arabes vont croissant et expliquent, sans évidemment les excuser, les attentats de ces dernières années. La guerre d'Irak et son « occupation » par les USA, dans le but d'exploiter son pétrole, ne sont pas des objectifs injustes, mais des paris géopolitiques. Les populations ne perçoivent pas en effet cette mise sous tutelle comme

une occupation du style japonais de 1945 conduisant à la démocratie, mais comme une nouvelle colonisation qui ne reçoit donc aucun soutien populaire.

Si les peuples arabes pouvaient s'exprimer, ils réclameraient, unanimes, le départ de toutes les forces américaines du Golfe persique. Cette évidence peut-elle être comprise, avant que nous assistions impuissant à l'engrenage de conflits sans issues visibles ? Espérons le, car la Maison-Blanche héberge des stratèges lucides.

Irak : les déclarations de Donald Rumsfeld et de la CIA

Le pragmatisme reste un point fort des Américains. La dialectique de la guerre déclarée sous le prétexte d'armes de destruction massive inexistantes veut être oubliée et les analyses actuelles, tant du Pentagone que de la CIA ne masquent plus la réalité.

Celles de Rumsfeld surprennent d'autant plus qu'elles sont émises par un partisan déclaré de la manière forte.

« Arriverons-nous à capturer, tuer et dissuader plus de terroristes chaque jour que les écoles coraniques et les religieux radicaux en recrutent, en entraînent et en envoient contre nous ? »

L'universitaire John Esposito complète l'analyse du chef du Pentagone en déclarant :

« Il y a une contradiction évidente entre notre objectif immédiat : détruire les réseaux terroristes et la nécessité à terme de convertir les pays musulmans à nos valeurs de démocratie, de liberté, de tolérance et d'ouverture. Cette contradiction est devenue insupportable avec la guerre en Irak. Au mieux, elle nous fait perdre de nombreuses années ».

Quant au général Wesley Clark, il juge ainsi la politique de la Maison-Blanche :

« La stratégie de l'administration Bush alimente ce qui s'apparente à un choc de civilisation ».

Conscients de l'impasse politico-militaire où ils se trouvent, les USA sont tentés de se tourner vers l'ONU, l'OTAN et l'Europe qui seraient chargés d'aider le gouvernement intérimaire à préparer des élections que la Maison-Blanche veut présenter comme démocratiques.

Cette ambition relève de l'utopie, car la démocratie est le résultat d'une longue évolution vers la modernité et non son préalable. L'Irak ne possède plus ni constitution,

ni état civil, ni cadastre, ni législation, ni tribunaux : comment dans ces conditions appeler une population aux urnes.

On ne viole pas impunément les concepts de base de la géopolitique : depuis 80 ans les Occidentaux ont institué des Etats artificiels dirigés par des dictatures à leur dévotion. L'Irak était certes une dictature, mais bénéficiant d'une certaine structure laïque maintenant détruite. Comment reconstruire le pays ?

Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, dans une interview au Figaro du 13 octobre 2003, indique clairement ce qui aurait du être fait, une fois la guerre décidée :

« Quelles conditions préalables (à l'invasion), ont fait défaut ?

« La première condition était une pacification rapide de l'Irak, la seconde ne pas envoyer une armée d'ingénieurs et de techniciens dans les fourgons de l'armée et la troisième ne pas avoir doublé, voir triplé la solde des troupes irakiennes jusqu'au grade de colonel, ne pas conserver les cadres inférieurs du Baath, ce sont autant de fautes...

« La quatrième condition était une cautérisation énergique de l'abcès israélo-palestinien »

Les USA sont-ils prêts à cette prise de conscience et les Irakiens peuvent-ils accepter de jouer le jeu ?

Corriger une évolution historique manquée reste un pari rarement gagné et l'Occident n'a pas le droit à l'erreur : instituer une démocratie formelle de force ne peut que cristalliser un sentiment xénophobe poussant les masses arabes à instituer des républiques islamiques.

Utopie américaine concernant l'Irak. Flottement en Europe

Comment reconstruire des organisations socio-économiques détruites lorsque les règles de la géopolitique ont été ignorées ?

L'analyse géopolitique n'implique pas de jugement moral, car elle se doit de rester aussi rigoureuse et objective que possible. Certes les Etats-Unis restent aujourd'hui la seule superpuissance et un modèle de développement, tant économique que social : malheureusement leur politique au Moyen Orient est en contradiction à la fois avec leurs objectifs stratégiques et avec leur idéologie. Ils risquent de ce fait d'entraîner l'Occident vers un enchaînement de conflits à l'issue imprévisible.

Après leur guerre éclair, les USA ont voulu impressionner la planète et ensuite les Irakiens en exposant les cadavres des deux fils de Saddam Hussein : le concept politique paraissait déjà bien primaire et fort peu à même de faciliter l'occupation du pays.

Si la Maison-Blanche voulait tenter d'instaurer un système politico-économique viable, il aurait fallu d'abord expliquer à la population comment elle serait nourrie et comment le pays sera reconstruit en indiquant l'ordre dans lequel seraient créées les structures de base et les délais nécessaires à chaque étape.

La première priorité est toujours d'ordre alimentaire avec des productions et des marchés au sens premier du mot. Est-il besoin de rappeler que sans autosuffisance dans ce domaine, aucune initiative industrielle n'est possible ? Simultanément le marché au sens physique puis au sens économique doit permettre la création d'un début de droit commercial, d'un droit des personnes et d'un droit administratif. Certes, il ne faut pas nier l'accélération de l'histoire et conclure que l'accès à la modernité exigera un siècle de préparation, mais vouloir ignorer à la fois le contexte culturel et la réalité économique, c'est faire l'impasse sur la mémoire historique indiquant les étapes menant au progrès.

En prenant la Russie pour exemple, une période de vingt ans paraît encore nécessaire pour effacer les errements du communisme et rejoindre le niveau de vie occidental, car les autorités doivent encore s'appuyer sur les anciennes bureaucraties pour reconstruire une économie moderne.

A fortiori, imposer sans précaution les normes occidentales, dans des pays qui ne possèdent que des systèmes d'organisation sommaires serait déjà un pari risqué, mais vouloir instaurer la « démocratie » en rayant d'un trait de plume les organisations en place, c'est se retrouver face au néant.

Chaque fois, une longue transition est en effet nécessaire pour voir émerger la modernité, et le compromis avec les structures anciennes reste incontournable, car des réformes structurelles sans résultats économiques aboutissent toujours à l'anarchie. Les anciennes administrations restent donc indispensables à l'émergence d'une économie de marché même embryonnaire. En Irak, elles furent dissoutes, erreur majeur qui laisse le pays sans administration.

Sans défendre le système communiste, l'analyse objective s'inquiétait déjà de voir nombre de responsables occidentaux se féliciter des avancées démocratiques alors que la réforme de l'entreprise patinait. Il est moins dangereux de voir la démocratie piétiner quelque peu, comme en Chine, si la réforme économique est vigoureusement entreprise, plutôt que l'inverse, compte tenu des décennies nécessaires à l'émergence de la démocratie.

Transposer sans ménagement la démocratie occidentale entraîne des explosions sociales aux dimensions imprévisibles, puisqu'il est très difficile, sinon impossible, de faire admettre à des populations qui manquent de tout, que ce sont leurs enfants ou leurs petits-enfants qui récolteront le fruit de leurs efforts.

La fin de l'affrontement Est-Ouest oblige à étudier des problèmes jusqu'alors masqués par les conflits idéologiques, et on constate combien les chances de rétablissement sont faibles lorsqu'il faut corriger une évolution historique manquée. La note à payer peut s'évaluer, mais les responsables laissent trop souvent croire à un raccourci historique possible, alors que la démocratie accompagne le progrès, mais ne peut jamais le précéder.

La leçon n'a pas été comprise par les USA en Irak où les infrastructures du régime de Saddam Hussein ont été systématiquement démantelées depuis 1990, puis anéanties en 2003. Washington, obnubilé par ses impératifs pétroliers ne pensait qu'à instaurer un nouvel ordre sorti du néant, mais ouvrant largement les vannes de l'or noir.

Les règles de la géopolitique restent incontournables : plusieurs décennies seront nécessaires pour reconstruire les structures de l'Irak, telles qu'elles existaient en 1990,

et les forces d'occupation américaine n'ont pas les moyens politiques et humains de se substituer à la lente émergence d'un peuple vers le progrès économique et social.

En outre, dans le cas de l'Irak, le prétexte d'armes de destruction massives, (qui ne pouvaient exister) rend politiquement l'occupation américaine intolérable aux Arabes : ils se considèrent comme occupés et non libérés, ce qui, explique les attentats quotidiens. Comment s'en étonner ? Le moralisme sans morale reste le meilleur agent de l'extrémisme et le ferment de tous les conflits de l'Histoire. Les Arabes savent très bien que les missiles nucléaires se trouvent en Israël, (et non en Iran), que les Palestiniens ne peuvent recouvrer leurs terres et que le pétrole se situe au Moyen- Orient.

La dialectique de Washington dans l'affaire irakienne déconcerte : la pensée géopolitique US n'est évidemment pas à la hauteur de sa puissance militaire.

Il n'existe plus aujourd'hui en Irak, ni cadastre, ni fichier d'état civil, ni système bancaire, ni postes, etc... Que le « gouvernement » installé par les autorités américaines ne soit pas représentatif reste secondaire par rapport à une question essentielle : comment gérer un pays avec une administration dissoute qui ne dispose d'aucun moyen de gestion ?

Restait pour Washington l'argumentaire moral : apporter la démocratie avec ses vertus touchant le respect de la personne humaine. Hélas, la réalité est affligeante : prisonniers humiliés, torturés et même exécutés. Et pour les nations arabes, le comble de l'intolérable avec la photo d'un Irakien nu, tenu en laisse par une jeune femme souriante et la cigarette aux lèvres.

Les USA se trouvent aujourd'hui devant une hostilité latente, ce qui crée un vide politique qui ne sera pas comblé par le soutien logistique de quelques contingents militaires étrangers. La tentation de se défausser va très vite devenir lancinante pour la Maison-Blanche, mais la solution annoncée ressemble fort à une fuite en avant : constitution provisoire, gouvernement de transition, Assemblée élue au suffrage universel, forces américaines devenant les invités du gouvernement. Tout cela sent le désarroi et l'improvisation. Une certitude : l'ONU, comme les Européens, doivent faire savoir qu'ils ne sont pas à même de réparer les pots cassés. Ce n'est pas de l'obstruction, mais un constat.

La France, ne doit donc pas préconiser une position intermédiaire visant à accélérer des procédures qui n'aboutiront à rien d'efficace, même avec l'ONU comme caution. S'opposer aux USA est un jeu politicien stérile : on ne peut que laisser le président Bush aller jusqu'au bout de sa logique en espérant qu'elle existe.

Une certitude : la colonisation appartient à l'histoire et l'Irak devra retrouver sa

souveraineté, mais dans quelles conditions et avec quel résultat ?

Les élections ne constitueront pas aux yeux des Irakiens une avancée démocratique : pour les Kurdes elles permettront un premier pas vers l'indépendance, pour les Chiïtes une reconnaissance de leur suprématie démographique, pour les Sunnites le risque d'une subordination.

Reste la question iranienne : une campagne militaire US peut séduire, mais elle est stratégiquement risquée pour deux raisons. Géographique d'abord, car le Golfe est une nasse que l'Iran peut fermer à tout instant, politique ensuite avec les Chiïtes irakiens, qui se considéreraient comme solidaires de leurs voisins en cas de conflit.

Examinons la situation actuelle de la région, et en particulier le cas de l'Iran.

Irak et Iran (1) : progression du chiisme, ses conséquences

Les élections en Irak sont présentées comme une victoire de la démocratie : elles ont eu lieu, c'est vrai, mais quelle est leur signification ? On joue malheureusement sur les mots et une fois encore la communication a remplacé l'information. En réalité il y a fort à craindre que Washington ne déçante rapidement, car un des enseignements majeurs de la géopolitique a été oublié : la démocratie est le résultat d'une longue évolution tant historique que sociologique. Dans un pays occupé, sans partis politiques, sans programmes, sans campagne électorale, sans candidats connus des électeurs, les élections ne peuvent que constater les clivages religieux et tribaux.

Le chiisme religieux devient donc majoritaire, les Kurdes vont voir officialiser leur volonté d'indépendance et les Sunnites vont perdre le pouvoir qu'ils détenaient depuis trois-quarts de siècle. Sur le plan économique, va immanquablement se poser la redoutable question du partage des ressources pétrolières.

Stratégiquement l'Iran se trouve désormais renforcé par un voisin allié et non plus ennemi ou concurrent, alors que le débat sur les ambitions nucléaires de Téhéran reste ouvert et peut dégénérer.

Dans un article publié par le Figaro, François Géré, président de l'Ifas, résume fort bien le casse-tête iranien, mais conclut par une proposition paradoxale qui n'a aucune chance d'être retenue par les intéressés.

D'abord le dilemme.

« *Il est inconcevable d'utiliser la force pour régler le problème iranien* », déclarait Jacques Straw le ministre britannique des affaires étrangères, pendant que Tony Blair affirmait : « *Il est inconcevable que l'Iran acquière l'arme nucléaire* ».

La contradiction est totale et à juste titre, F. Géré estime que :

« *L'échec d'un accord avec l'Iran déboucherait sur une épreuve de force qui enflammant le Moyen-Orient, aurait des répercussions mondiales dépassant par leur portée les guerres d'Irak, de Corée et du Vietnam. Or les options militaires rationnelles sont limitées, surtout avec l'opposition catégorique de la Turquie* ».

Par contre la suggestion de F. Géré est significative des espérances occidentales :

« *Les autorités iraniennes auront à fournir les garanties permettant de retrouver une pleine confiance dans les activités nucléaires civiles. Elles doivent être placées, au moins pour une période de dix ans sous un contrôle d'extrême rigueur* ».

« *Il convient aussi de clarifier la finalité des programmes de missiles balistiques et de croisière* ».

Comment imaginer qu'un régime politique, aussi sourcilleux de son image et de sa face, puisse accepter de passer sous de telles fourches caudines ? C'est pour le moins difficile.

En conclusion, nous ne retiendrons que cette mise en garde de l'auteur :

« L'idée d'un renversement du régime constitue une dangereuse illusion entretenue par des experts improvisés ».

Nous avons déjà rappelé une évidence : on sait comment déclancher une guerre, mais on ne sait jamais comment elle se termine. Dans le cas d'une attaque américaine en Iran, les conséquences peuvent être d'une telle ampleur qu'un scénario de « kriegspiel » n'a aucune chance de correspondre à la dimension probable du conflit.

Face à la crise « nucléaire » initiée par l'Iran qui veut maîtriser le processus d'enrichissement pouvant mener à la fabrication de la bombe, on est bien obligé de se poser la question suivante : Téhéran ne pratique-t-il pas un jeu à double détente ?

La tension diplomatique et l'incertitude géopolitique poussent le marché pétrolier à la hausse : le baril à 60 \$ fournit déjà aux pays producteurs de confortables revenus qui se trouveraient doublés avec un baril à 120 \$. La Russie, elle-même, devient le principal bénéficiaire de cette manne : on voit, dans le cas de l'Ukraine et de la Géorgie, que Moscou, conscient de l'atout stratégique majeur qu'est l'énergie, se retrouve comme un allié économique « de facto », de l'Iran.

Certes, Washington et l'Europe peuvent menacer, mais le monde musulman estime depuis longtemps que le pétrole est un don d'Allah, semé en terre arabe...

Trois remarques, une d'ordre technique, l'autre d'ordre politique, la troisième géopolitique :

1- L'évolution des armements permet de fabriquer des missiles furtifs et précis susceptibles de détruire les centres vitaux de l'adversaire, sans emploi du nucléaire.

Qui veut pousser l'autre à la faute en l'intoxiquant ?

2- Washington désire à la fois le beurre et l'argent du beurre : l'amitié des nations arabes et le soutien inconditionnel à Israël qui dispose de têtes nucléaires. Est-ce compatible ?

3- L'emploi de l'arme atomique : la Russie s'est placée au centre du jeu pétrolier et la « dissuasion nucléaire » est un sabre de bois, face à la fermeture des vannes

énergétiques.

(1) Iran. Principaux indicateurs.

**Population : 67 millions h. Superficie : 1 630 000 km². Frontières :
Afghanistan 930 km. Arménie 35 km. Azerbaïdjan 430 km. Irak 1 450 km.
Pakistan 900 km. Turkménistan 1 000. Turquie 500. Côtes : 2 440 km.
Caspienne 740 km.
PNB : 188 Mds \$. Production de pétrole : 202 millions de T.
Réserves : pétrole 19 milliards de T. Gaz : 26 000 Mds de m³.**

Que disent les experts sur l'évaluation des réserves, et sur l'évolution des cours du baril de pétrole ?

Analyse de la situation pétrolière par Technip

Daniel Valot PDG du groupe Technip, (Figaro du 23 août 2005)

Technip est un des leaders mondiaux du secteur parapétrolier. Il est exceptionnel de voir un responsable de haut niveau exposer la réalité de la situation.

Jusqu'où le baril peut-il monter ?

« A mon avis, au cours des mois à venir, jusqu'à 80 voir 100 dollars .
« *En fait, la hausse devrait continuer tant qu'elle n'aura pas déclenché des facteurs puissants de contraction de la demande, soit un démarrage massif de l'énergie nucléaire* ».

Les chiffres de Technip énoncés par Daniel Valot :

- Production mondiale de pétrole : 85 millions de barils/jour.
- Croissance de la demande : 2 à 3 % par an.
- Rythme de déclin des productions issues des gisements actuellement développés : 7 % par an.
- Nouvelles productions nécessaires (pour équilibrer offre et demande) :

« *Huit millions de baril/jour, ce qui demande de créer chaque année l'équivalent d'une nouvelle Arabie Saoudite. Et il faudrait investir davantage pour créer un volant de capacité de production disponible, afin de faire face aux à-coups du marché* ».

Pétrole : quel prix pour demain ?

(réf : Le Monde du 24 septembre, P.A Delhommais)

Il devient de plus en plus difficile de cerner, la vérité sur la réalité des réserves de pétrole, les productions effectives, les consommations et à fortiori sur l'évolution des cours du baril.

Jugeons plutôt :

- Goldman Sachs prévoit à court terme un baril à 105 dollars.
- Ixis CIB (France), annonce pour 2015 un baril à 360 dollars !
- Bruce Evers, de la banque Investec, craint que des crises simultanées en Iran, au Nigeria et au Mexique n'amène le baril au dessus de 100 \$ le baril.
- Simon Wardell, du cabinet Global Insight, voit le baril à 150 \$ si le Golfe est fermé.

L'incertitude s'amplifie avec le débat sur l'estimation des réserves de pétrole : 780 milliards de barils, pour les uns, 1 200 milliards pour les autres.

Patrick Arthus, économiste de Ixis CIB propose un diagnostic qui semble cohérent :

« Si depuis 1974, le prix du pétrole avait augmenté au rythme optimal d'une ressource épuisable, le pétrole vaudrait aujourd'hui 122 \$ le baril ».

Du côté des consommateurs, B. Cavalier fournit une explication cohérente :

« La Chine représente le tiers de l'accroissement mondial de la demande et Pékin est soupçonné de sous-estimer sa croissance et ses besoins réels ».

- Le milliardaire américain Steve Forbes balaye les argumentaires pessimistes et annonce qu'il ne s'agit que d'une bulle spéculative.
- L'OCDE toujours prudente, sous la plume de J.Ph. Cotis écrit que la spéculation peut amplifier une tendance, mais n'explique pas ce que l'on

observe aujourd'hui. Conclusion de Cotis : l'OCDE n'établira plus de prévision sur les cours du pétrole !

A quand le Peak oil ?

(peak oil : point culminant de la production)

- Pour l'ASPO : le peak-oil est pour l'année 2008. Colin Cambell pense que 45 % des réserves mondiales sont douteuses.

- Pour René Bouquin, ex-conseiller de Total Fina Elf : le peak oil est pour l'an 2015.

- Pour l'EIA (Energy Administration), USA : le peak oil est repoussé à 2040.

- Pour Shell : ce sera 2020.

Depuis 1980, les pétroliers extraient davantage de pétrole qu'ils n'en découvrent.

Secret-défense : en Russie 7 ans de prison pour ceux qui dévoileraient la réalité des réserves.

Qui étudie la réalité des productions ?

IHS Energy à Houston. Abonnement : 1 million de dollars par an.

Comment évoluera la demande ? Elle passerait de 83,5 millions de barils jour actuellement à 121 millions en 2020.

Quelles sont les réserves mondiales probables ? Probablement 1 150 milliards de barils, soit 200 milliards de tonnes (40 années de consommation 2005).

« Il est faux de dire que nous allons manquer de pétrole ».

**Interview du directeur de l'AIE, (Cl. Mandil)
(Agence Internationale de l'Énergie) (VSD du 7/12/05)**

- Question

« Le pic de production pour le pétrole et le gaz pourrait survenir dans les années à venir » ?

Réponse

« Conclusions complètement fausses à partir de données exactes : l'exploration pétrolière donne des résultats de plus en plus mauvais et on ne trouve plus de grands gisements ».

- Question

« C'est la preuve que les compagnies n'arrivent pas à renouveler leurs réserves » ?

Réponse

« Les compagnies cherchent près des gisements découverts il y a trente ans et pas ailleurs ».

- Question

« Où devraient-elles chercher » ?

Réponse

« Dans les zones à risques, dans les grands fonds, au-delà de 3 000 mètres de profondeur ».

- Question

« Finalement vous êtes optimiste » ?

Réponse

« Oui, mais pas béat. Je crois aux percées technologiques et il est totalement faux de dire que nous allons manquer de pétrole à court et moyen terme , mais nous aurons à traiter deux problèmes très sensibles :

- La dépendance d'un petit nombre de zones de production (problèmes de sécurité).

- Une situation insoutenable en matière de changement climatique ».

- Question

«Une situation insoutenable » ?

Réponse

«C'est une question de vie ou de mort, si l'on veut éviter un réchauffement catastrophique. Ce qui arrivera si la consommation d'énergie augmente de 50 % d'ici 2030. Il faut apprendre à consommer moins d'énergie et mieux ».

Commentaire de l'IRIESS sur cette interview.

La dialectique de l'AIE paraît subtile, en envoyant la « balle » des réserves en touche, avec comme argumentaires :

1- Il faut chercher ailleurs et forer à 3 000 mètres !.

2- Le réchauffement climatique exige des efforts d'économie draconiens !

Par contre, le message indirect de l'AIE devient lisible à deux occasions :

« Le pétrole cher est nuisible à l'économie mondiale ».

« Il faut apprendre à consommer moins d'énergie et mieux ».

Avec le recul du temps, la « communication » de l'AIE, (comme celle de l'OCDE), apparaîtra comme une information déconcertante : les gisements géants à 3 000 mètres n'ont jamais été détectés et les véritables économies d'énergie ne seront (malheureusement) efficaces qu'avec une

forte hausse du prix du baril. Hypothèse que l'AIE veut écarter à tout prix et par tous les moyens... à commencer par la « communication ».

Les stocks américains

La communication des autorités américaines laisse aussi fort perplexe : elles estiment que le prix du baril doit varier en fonction de l'évolution des stocks et des réserves stratégiques qui représentent trois mois de production, soit environ 300 millions de tonnes, (8 % de la consommation mondiale annuelle).

Une variation de 10 % de ce stock représente donc une variation de 0,8 % (30 millions de tonnes), chiffre qui ne peut être significatif, ni d'une augmentation ou d'une diminution de production, ni, à fortiori, d'une variation des réserves.

Par contre cet indice artificiel peut être facilement manipulé en vue d'une « communication » en faveur d'une baisse ou d'une hausse des cours : c'est un faux thermomètre.

Les énergies de substitution

Avant d'étudier les énergies de substitution au pétrole, il faut prendre en compte une nouvelle définition : « le ratio énergétique ».

Ce ratio énergétique est le rapport entre l'énergie dépensée et l'énergie obtenue. Au début des années trente, ce ratio était de un à vingt : l'énergie d'un baril dépensé permettait d'obtenir 20 barils de pétrole. Plus les conditions d'exploitation deviennent difficiles, plus ce ratio se réduit.

Le charbon

Les réserves sont importantes : Chine et USA pratiquent une exploitation intensive pour leurs centrales électriques, mais l'utilisation du charbon pour obtenir du pétrole synthétique, comme le firent les Allemands durant la dernière guerre se heurte à un problème de coût et de volume.

Le gaz

Les réserves russes et du Moyen Orient sont elles aussi largement exploitées. Le prix du m³ est pratiquement indexé sur celui du baril : c'est à la fois un or noir et une pompe à finances, comme viennent de le constater à leurs dépens l'Ukraine, et la Roumanie, (230 \$ les 1 000 m³, au lieu de 50 \$). Gazprom projette de vendre 180 milliards de m³ en 2010.

Les sables bitumineux.

Dans le cas des sables bitumineux, il faut dépenser l'équivalent en énergie de deux barils pour en obtenir trois. La dépense d'énergie est donc importante et polluante avec un rendement de 33 %.

Au Canada, les sables bitumineux de l'Alberta qui contiendraient 180 à 200 milliards de barils ne produiront au mieux que 3 millions de barils/jour en 2020, (1,7 million b/j. en 2005).

L'hydrogène.

Certes, il est présent partout, mais qui acceptera de reconnaître qu'il faut dépenser une énergie équivalente à 1,4 baril pour obtenir l'équivalent d'un baril ? Le rendement est donc négatif (-0,4).

Qui reconnaîtra aussi que pour approvisionner les futures stations services, il faut prévoir 26 camions-citernes à la place d'un camion d'essence ?

Les éoliennes, le voltaïque, les biocarburants.

Certes le Danemark, avec 18 % de son électricité obtenue à partir des éoliennes démontre que l'électricité renouvelable, non nucléaire peut s'envisager. C'est en effet une voie de recherche intéressante, mais elle reste chère, fragile et limitée à une production électrique d'appoint.

Le voltaïque, lui n'est employé que pour des productions ponctuelles et spécifiques, étant donné la nécessité de batteries au coût toujours élevé.

Les biocarburants, tant vantés, présentent un rendement énergétique faible, si l'on prend en compte la quantité d'engrais, et de carburants employés par les tracteurs agricoles qui sont nécessaires à la production.

L'énergie nucléaire.

L'optimisation constante des centrales qui gagnent à la fois en rendement et en sécurité rend l'énergie nucléaire incontournable : elle seule peut garantir les demandes d'électricité du XXIème siècle, et cela est possible techniquement.

Le plateau accidenté

La formule est employée par Kunstler dans « La fin du pétrole ». De quoi s'agit-il ? C'est la période durant laquelle règnera confusion, dénégation, intoxication, pressions politiques et géopolitiques pour maintenir le prix du baril dans des limites jugées raisonnables par les pays consommateurs, à commencer par les USA, premier consommateur.

La volatilité des prix empêchera d'imaginer l'évolution inéluctable qui se prépare : le conscient et l'inconscient refusent que le futur ne reste pas la continuation du passé.

Durant quelques mois ou quelques années, le prix du baril oscillera à la hausse et à la baisse, « *jusqu'au moment où la production tombera inexorablement, et il ne se posera plus qu'une question : quelle sera la brutalité de la chute ?* »

Après avoir atteint les 78 \$ le baril, il retombe en octobre 2007 autour de 60 \$; confirmant la thèse du plateau accidenté prévue par Kunstler.

Il est clair par contre que les compagnies pétrolières accentuent leurs efforts de recherche pour retarder l'échéance du peak oil.

Les investissements de l'industrie parapétrolière ont augmenté de 25 % cette année : la même croissance que l'année dernière. Celle de 2007 est prévue à 20 %.

En 2007, la dépense sera de 320 à 335 milliards de dollars, le double de celle de 2004.

Plus de 120 000 puits auront été creusés cette année 2006, 15 % de plus qu'en 2005 : 3 500 ont été forés au large des côtes.

Le boom des études sismiques est spectaculaire : + 25 % entre 2004 et 2005, + 40 % cette année et + 20 % en 2007 (11 milliards de dollars).

**Pour Technip, les carnets de commande continuent de se remplir,
mais la rentabilité des projets n'est pas toujours au rendez-vous.**

L'effet rétroviseur

Compte tenu du secret qui entoure la réalité des réserves et les campagnes de « communication » menées, tant par les gouvernements que par les compagnies pétrolières, non seulement nous vivons sous le signe des plateaux accidentés qui voient des variations erratiques de cours, mais les évolutions, les crises, les ruptures, ne sont perçues qu'avec retard.

Les évènements tant techniques que géopolitiques ne sont compris qu'après coup : c'est ce que l'on appelle, l'effet rétroviseur.

Perspectives : que faut-il penser ?

D'abord une évidence : le progrès économique s'est construit durant tout le XXème siècle sur un pétrole abondant et bon marché.

Cette époque est close, puisque les décennies prochaines verront la fin d'une ressource naturelle en voie d'épuisement et que toute croissance du PIB mondial induit de nouveaux besoins énergétiques dont le pétrole représente encore 40 % (du total).

Si nous prenons la moyenne des prévisions (2008 à 2037), le peak-oil se situerait entre 2010 et 2020. Cette date est recoupée, si l'on divise les réserves plausibles (180 à 200 milliards de tonnes) par une consommation annuelle de 4 à 5 milliards de tonnes, (3,5 Mds/t en 2 000).

Le baril à quel niveau ? Il n'a jamais été coté de façon rationnelle. Un économiste aussi estimé que Patrick Arthus considère que le prix actuel devrait se situer autour de 122 \$ le baril : un tarif que les économies actuelles ne supporteraient pas. Alors on « communique », on « affirme », « on fait même la guerre », « on est prêt à dépenser des milliards de dollars » pour construire une information rassurante et pour tenir....

Tenir jusqu'à quand ? Jusqu'à la limite extrême, avec le risque permanent d'un clash, car malheureusement les 2/3 de l'or noir sont cantonnés autour de ce Golfe persique qui constitue une nasse géopolitique : on ne refait ni l'Histoire ni la géographie.

Une priorité géopolitique : connaître la vérité sur les réserves pour préparer à temps l'inévitable déclin de l'or noir.

Les responsables politiques se doivent de rechercher la vérité et la faire connaître.



Les conséquences économiques d'une énergie rare et chère : déjà pénalisantes pour les pays dynamiques et faiblement endettés, elles deviennent un défi pour des pays doivent déjà supporter un lourd endettement et une balance commerciale déficitaire.

Les dirigeants politiques doivent éviter le syndrome du Titanic en coupant les radars face aux icebergs qui se profilent.

La guerre pour l'énergie ne se ralentit pas, elle s'accélère :

- La Russie n'a pas hésité à couper les livraisons de gaz à l'Ukraine, puis à tripler ses tarifs et elle veut s'imposer en Extrême-Orient**
- L'Europe et la France s'aperçoivent que 20 % des importations de gaz proviennent de Moscou.**
- Chine et Russie voudraient la priorité des exportations de gaz sibérien, via les nouveaux gazoducs.**
- Le président Bush s'inquiète de la volonté du président russe de vouloir faire la loi sur le marché pétrolier et se prépare selon Seymour Hersh, (New Yorker) à une campagne militaire contre l'Iran (1).**

Comme l'Histoire se répète, nous concluons ce dossier de « guerre pétrolière », en rappelant qu'en 2006, l'opinion retient encore comme modèle W. Churchill et Ch. de Gaulle, en oubliant Chamberlain et Daladier. Les Français veulent comprendre la réalité géopolitique du pétrole, comme celle des autres grands défis de notre époque, afin de pouvoir choisir leur destin en toute connaissance de cause.

Irak, Iran, Liban, Palestine :

Quatre foyers de crises qui peuvent dégénérer en embrasement général. Le gouvernement français reste inaudible.

Concernant l'Irak, le chaos s'installe, au point que pour la première fois de l'Histoire militaire américaine, plusieurs généraux se sont insurgés contre la politique du Pentagone et ont demandé la démission de Donald Rumsfeld : du jamais vu.

Le président Bush s'est résigné à l'inévitable : Bob Gates remplace Rumsfeld et déclare : « *Nous ne sommes pas en train de gagner la guerre* ».

L'échec militaire a conduit la Maison-Blanche à une prise de conscience tardive : elle semble renoncer à des actions offensives à l'encontre de l'Iran. Le Conseil de Sécurité de l'ONU adoptera au mieux une résolution symbolique. Officiellement le programme nucléaire iranien reste du domaine civil, puisque le nucléaire militaire exige un enrichissement à 90 %.

Comment le régime iranien, avec une opinion arabe chauffée à blanc contre l'interventionnisme occidental et sa partialité vis-à-vis d'Israël qui dispose de 200 têtes nucléaires peut-il accepter un oukase occidental ?

La montée des périls ne doit pas sembler suffisante aux stratèges d'outre-atlantique puisqu'ils ont bloqué leur aide au gouvernement palestinien et que cette aide est désormais prise en charge par Téhéran !

Ce constat accablant ne vise en aucun cas à excuser ni les attentats contre des civils juifs innocents, ni les diatribes des Ayatollahs contre l'existence d'Israël, avec la négation de la Shoah. Mais tout se passe comme si la Présidence américaine, devant l'absence d'armes de destruction massive irakiennes, devant l'enlisement de son armée, avait pensé un temps trouver une issue dans une fuite en avant vers un nouveau conflit.

Sur ce sujet aussi, le nouveau chef du Pentagone avoue lucidement l'irréalisme d'un nouvel engagement :

« Nous avons vu avec l'Irak ce qui se passe une fois que la guerre est lâchée ».

Discrètement, Bob Gates estimerait utile de disposer « d'un canal de communication avec Téhéran et Damas ».

Favilla, dans les Echos du 6 décembre résume la situation en ces termes :

« L'Amérique voit le résultat absurde d'une opération militaire qui aura consisté à remplacer une dictature laïque et non nucléaire par une dictature fondamentaliste et nucléaire ».

La Commission James Baker, (ISG), a rendu son rapport qui rejoint l'analyse de Bob Gates. Ce rapport, qui a reçu l'aide de 44 experts, a auditionné 170 personnalités. Aucun Français n'a été consulté.

La conclusion est claire : « Renoncer au cercle vertueux de la Démocratie pour promouvoir l'unité, l'intégrité et la stabilité de l'Irak ».

Objectif des USA : ramener les effectifs de 140 000 hommes à 70 000... avec un renfort provisoire possible de 40 000 GI !

Objectif politique : éviter une confrontation entre Chiites et Sunnites qui entraînerait une intervention de l'Arabie Saoudite, de l'Iran et de la Turquie, mais Bush estime que Baker se serait trompé d'époque !

Une certitude : la région reste une poudrière et le conflit insensé du Liban n'a rien arrangé. Une leçon oubliée : on sait comment commencer une guerre, on ne sait jamais comment elle se termine. La fuite en avant constitue toujours une tentation ... et une option pour les faucons du Pentagone.

(1) Selon le Center for Strategic and International Studies (CSIS), seules des attaques aériennes sont envisagées.

- Tir de semonce : quelques missiles de croisière tirés sur des sites suspects.**
- Attaque limitée : 16 à 20 missiles sur des sites nucléaires.**

- **Attaque majeure sur les installations militaires : 200 à 600 missiles et des sorties aériennes pendant trois à dix jours.**
- **Attaque massive pendant plusieurs semaines sur les installations militaires et civiles : 1 000 à 2 500 missiles.**
- **Emploi d'armes nucléaires tactiques : The New Yorker évoque l'utilisation d'armes nucléaires anti-bunkers de type B61-11, pour détruire l'usine nucléaire de Natanz.**

Annexe I

Une armée américaine fragilisée par trois ans de guerre en Irak

Rappelons qu'une des quatre composantes de la géopolitique est la stratégie avec les moyens dont elle dispose. On se doit donc de signaler un article singulier paru dans le Monde daté du 21 mars, sous la plume d'Eric Leser :

« La poursuite du conflit (irakien) pourrait affaiblir durablement l'armée américaine ».

Cette armée est constituée d'un million d'hommes, mais les USA seraient en fait incapables de maintenir sur une longue période 150 000 hommes dans un conflit.

Pour une brigade (3 500 h.), il en faut une ou deux pour prendre la relève.

Le bureau du budget du Congrès estimait que l'armée ne pouvait maintenir plus longtemps 123 000 hommes en Irak... parce que les officiers estiment que l'armée est au bord de la rupture.

Le Pentagone est lui aussi alarmiste : trois ans en Irak ont affaibli profondément l'armée. La campagne de recrutement est un échec : 73 000 ont été engagés, contre 80 000 espérés et la qualité des recrues ne cesse de baisser.

Fred Kaplan parle de « *l'abêtissement de l'armée américaine* », malgré les 20 000 \$ de primes aux recrues. La limite d'âge des engagés serait portée à 42 ans.

Commentaire

Devant un tel constat, on ne peut que s'inquiéter de la situation du M.O.

Stabiliser l'Irak demanderait 300 000 hommes selon tous les experts.

Comment le Pentagone peut-il envisager de faire pression sur l'Iran, et même des attaques aériennes aux conséquences imprévisibles sans moyens terrestres ?

La Russie voudra profiter de l'affaiblissement US pour s'imposer chaque jour davantage dans la région.

Les sanctions décrétées par l'ONU : elles ne peuvent qu'être symboliques et contre-productives. Après avoir armé le Hezbollah, l'Iran risque d'armer la guérilla irakienne. La guerre du Liban constituait un premier engrenage. Négocier reste la seule solution.

Quel fut le bilan de guerre d'Irak officialisé par le Pentagone ?

- Cinq porte-avions nucléaires avec leur environnement ont été envoyés dans le Golfe (80 appareils par navire).
- Deux cent mille hommes étaient stationnés au Koweït et dans les Emirats, avec chars et hélicoptères.
- 1 800 avions (400 sur porte-avions), ont été engagés durant la campagne dont 113 appareils britanniques, 22 australiens et 3 canadiens. 250 ravitailleurs en vol ont été utilisés.
- 41 400 sorties aériennes ont été effectuées, dont 50 % pour le soutien des troupes au sol. (soit environ 20 missions par avion)
- 30 000 munitions ont été lancées dont 9 250 non guidées. (soit 20 000 bombes et missiles guidés).
- 312 000 obus de 30 mm et 17 000 obus de 20mm ont été tirés (soit environ 600 minutes de tir et 400 à 600 missions, ce qui apparaît comme marginal par rapport aux 41 000 sorties).

Réflexions :

Durant la campagne, chaque avion a tiré en moyenne 16 munitions, mais a tiré moins d'une munition par sortie.

En excluant les 9 000 bombes aveugles qui visaient la population, 20 000 bombes et missiles guidés ont suffi à anéantir à la fois les centres névralgiques et les forces armées irakiennes elles mêmes.

Une quinzaine d'aérodromes ont été utilisés.

Le rôle des troupes à terre semble s'être limité à l'occupation du terrain : le rôle des chars apparaît comme secondaire dans la phase de rupture de front, il reste réclamé pour l'occupation sécurisée des villes.

40 000 sorties impliquent une importante consommation de kérosène : à raison de 10 tonnes de kérosène par avion et par sortie, il a été consommé 400 000 de tonnes de carburant durant la campagne, soit l'équivalent de 13 000 camions citernes.

A cette estimation, il faut ajouter la consommation des troupes à terre et de leurs blindés.

Il est clair que cet approvisionnement en carburant a constitué un problème de logistique majeur pour le Pentagone.

Au niveau des pertes en hommes, le bilan officiel des pertes en hommes est de

2 200 soldats américains et de 83 000 tués irakiens.

TABLEAUX ET CARTES

Le Moyen Orient avant et après son démantèlement

Le Golfe persique :
une nasse stratégique ?

La présence américaine et les zones de conflit

Les réserves de pétrole :

Les 2/3 sont situées au Moyen-Orient

**Gisements, oléoducs et gazoducs
du Moyen-Orient et
de la Caspienne**

Détroit d'Hormuz :
l'entrée d'une nasse ?

Le peak oil : pic de production.

Ce pic sera atteint en 2030 selon l'A.I.E. et en 2010 selon le World Energie Outlook.

Depuis vingt ans, on consomme deux fois plus de pétrole qu'on en découvre (I.F.P.).

En 2005 : 31 milliards de barils consommés et 12 à 15 milliards de barils découverts.

La guerre du gaz a-t-elle commencée ?

**La Russie veut démontrer son monopole stratégique
et renchérir fortement le prix du gaz.**

**En Amérique du Sud, la Bolivie aujourd'hui et le
Venezuela demain veulent valoriser leurs réserves.**

Le PDG de Total, Thierry Desmarests, s'exprime

1 - Les chiffres de Total

La production : 2,48 millions de barils/jour (2005) ; (- 4 %).

Les réserves : 11 100 milliards de barils (12 années de durée de vie).

CA : 143 milliards d'Euro. Bénéfice : 12 Mds d'Euro.

Investissements : 11 Mds d'Euro.

2 - Épuisement des réserves mondiales.

Pic de production : 85 millions de barils en 2005.

Selon l'AIE : 120 millions de barils en 2030.

Pour Thierry Desmarests, le pic de production se situe entre 100 et 110 millions de barils.

« Si la demande progresse de 2 % par an, le peak- oil sera atteint vers 2020, si elle est de 1 %, on a dix ans de plus devant nous (2030) ».

3 - Les sanctions contre l'Iran.

« On comprend le souci d'éviter la prolifération nucléaire. Mais de nombreuses personnes, au sein du Conseil de Sécurité, ont conscience que le monde a autant besoin du pétrole iranien que l'Iran a besoin du reste du monde ».

« Aujourd'hui, les capacités pétrolières mondiales sont utilisées à 98 %. Ne nous tirons pas une balle dans le pied en créant des tensions supplémentaires sur le marché ».

Commentaires.

Certains experts estiment que le peak-oil a été atteint en 2005, d'autres annoncent 2010, Total annonce 2020. La vérité est difficile à cerner. Une certitude : le pétrole rare et cher est pour demain.

Le conseil politique fort clair de Desmarests : les cartes sont du côté de l'Iran, car le pétrole reste le sang de notre civilisation.

Rapport Baker.

Moyen-Orient : la géopolitique revient au galop

Le rapport Baker, qui tente de dresser le bilan du chaos irakien et les issues possibles pour une sortie honorable, est l'occasion pour les analystes de se livrer à des commentaires sans concession.

- D'abord le niveau doctrinal.

La doctrine Powell impliquait, avant d'engager une intervention militaire, de répondre à huit questions :

- 1- Un intérêt vital de la sécurité nationale est-il menacé ?
- 2- L'objectif est-il clair et atteignable ?
- 3- Les coûts et les risques ont-ils été totalement et honnêtement analysés ?
- 4- Les autres moyens politiques non-violents ont-ils été épuisés ?
- 5- Existe-t-il une stratégie plausible de sortie pour éviter un enlisement ?
- 6- Les conséquences de l'engagement ont-elles été bien mesurées ?
- 7- L'opération est-elle soutenue par le peuple américain ?
- 8- Les Etats-Unis bénéficient-ils du soutien international ?

En 2003, l'invasion de l'Irak ne répondait à aucun de ces critères, hormis le point sept : Bush et Rumsfeld ont jeté les autres concepts aux oubliettes.

- Ensuite les méthodes et les moyens stratégiques.

La foi de Rumsfeld reposait sur la technologie. Il refusait les évidences et a limogé le chef d'état-major interarmes, le général Shinskesi,

qui avait déclaré au Congrès qu'il faudrait plusieurs centaines de milliers d'hommes pour sécuriser l'Irak.

Trois ans après l'invasion, en juin 2006, le Pentagone s'est enfin doté d'une doctrine, un manuel de 241 pages, indiquant les moyens de combattre une insurrection.

« Plus vous protégez vos forces, moins elles sont en sécurité. Plus vous utilisez de forces, moins elles sont efficaces. Une opération qui tue cinq insurgés est contre-productive, si les dommages collatéraux conduisent au recrutement de cinquante autres ».

« Une défection est mieux qu'une reddition, une reddition mieux qu'une capture, une capture mieux qu'un meurtre ».

« Un conflit de cette nature est long par définition, et nécessite une grande volonté politique, une extrême patience, une dépense considérable de temps et de ressource ».

« Perdre la légitimité morale revient à perdre la guerre ».

Parmi les 79 remarques et recommandations du rapport Baker, beaucoup constatent des états de fait, certaines apparaissent comme iconoclastes, d'autres comme des paris politiques et stratégiques :

1 - Les constats.

Il est impossible d'envisager un retrait précipité, de maintenir la politique actuelle, d'augmenter les effectifs, de diviser l'Irak.

2 - Les concepts iconoclastes.

Il faut engager une action diplomatique impliquant des négociations avec l'Iran et la Syrie, il faut demander la restitution du Golan à la Syrie, il faut exiger la négociation entre Israël et les Palestiniens pour la création d'un Etat viable, avec droit au retour.

3 - Les paris politiques et stratégiques.

Les suggestions sont toutes basées sur la capacité de l'Etat irakien de rétablir l'ordre, de se constituer une armée et une police efficaces, grâce à

une aide massive, matérielle et financière, des Etats-Unis. Le calendrier est précis : élections provinciales en juin 2007, contrôle de l'armée par le gouvernement de Al-Maliki en septembre 2007, évacuation des brigades de combat américaines au premier trimestre 2008. Les Unités restantes ne pourraient être alors déployées que pour les opérations spéciales, l'entraînement, l'équipement et le conseil.

Commentaires.

Les propositions Baker sont basées, pour l'essentiel, sur la renaissance de l'Etat irakien (administration, police, armée), avec le soutien des pays limitrophes, l'Iran pour les chiites et l'Arabie Saoudite pour les sunnites.

J. Baker prévoit en outre des conférences internationales pour aider à la résolution des problèmes régionaux, à commencer par les questions palestiniennes et libanaises : pari titanesque qui peut, bien entendu, être tenté, mais dont le point de départ se situe à la Maison Blanche.

L'administration Bush y est-elle prête ? Ce n'est pas certain.

Malheureusement, car la géopolitique est une discipline froide : le temps joue en faveur de l'Iran et de ses alliés. En 2003, le Pentagone s'étant trompé de cible, comment faire revenir l'Histoire en arrière ?

La grande faiblesse du plan Baker est de renouveler les tentatives des années 1970, avec un gouvernement et une armée vietnamienne, censés prendre la relève américaine. On connaît la suite.

Baker en est-il conscient lorsqu'il déclare :

« Personne ne peut garantir, à l'heure actuelle, qu'une quelconque série de mesures enrayera les affrontements confessionnels, la violence croissante ou un glissement vers le chaos ».

La Commission a aussi oublié, d'étudier trois autres foyers de crise :

- 1 - Les conséquences d'un découpage artificiel de la région par le traité de Lausanne de 1921, alors que la géopolitique reste inséparable de sa composante historique.

2 - La hantise pétrolière, avec un Moyen-Orient qui renferme les 2/3 des réserves mondiales.

3 - L'antinomie séculaire qui sépare Chiites et Sunnites et qui entraîne une lutte d'influence entre l'Arabie saoudite et l'Iran, pouvant dégénérer en conflit armé.

Pour ne pas verser dans le pessimisme, nous dirons que le pire n'est jamais sûr et que l'espoir fait vivre : c'est notre souhait. Encore faudrait-il que les politiques veuillent bien conjuguer objectivité, lucidité et diplomatie sans parti pris.

Et la France, que veut-elle ?

On ne constate que crispation et incohérence : des chars Leclerc au Liban au sein d'une Finul sans mission définie, le refus de parler avec la Syrie, une intransigeance des leaders politiques à l'égard de l'Iran, sans analyse géopolitique, sans objectif et surtout sans moyens.